

Croyance et Liberté, émanant des évêques, a fini par perdre devant la Cour de cassation.

Le porte-parole de la conférence des évêques, lui, a violemment dénoncé, comme blessante, la pièce de Rodrigo Garcia, *Golgota Picnic*, et encouragé le passage à l'acte : « *Ne demeurons pas impas-sibles.* » L'archevêque de Paris a ainsi organisé une prière à Notre-Dame pendant que les intégristes défilaient, goupillon au poing, alors que, protégés par huit cents policiers, les spectateurs franchissaient le portique du Théâtre du Rond-Point, à Paris, sous une bannière de la Ligue des droits de l'Homme affirmant : « *Dans une société démocratique et républi-*

*caine, chacun doit pouvoir librement accéder aux œuvres, les juger et en débattre.* »

Ce qui devrait relever de l'évidence, la nécessité du débat et l'interdiction de la violence, et de la censure imposée par la force, n'est hélas plus communément partagé. La loi doit donc rappeler avec force le principe de la liberté de création et de diffusion des œuvres, et garantir son exercice, d'autant que la contestation de l'art contemporain fait partie du programme du « *premier parti de France* ». Marion Maréchal-Le Pen promet de couper toute subvention à l'art contemporain si elle devient présidente de la région Paca. La loi générale doit

prévenir ce genre de particularisme local. Il ne suffit pas d'affirmer que la création est libre. Il faut affirmer que la loi protège la diffusion des œuvres.

Contre les censures arbitraires, contre les violences faites aux œuvres, dans ce contexte, chapeau bas, Anish Kapoor : en refusant que soient effacées les traces de vandalisme subies par son œuvre, il nous tend le miroir de cette société dans laquelle nous vivons. Une société qui a besoin d'un sérieux rappel à l'ordre des valeurs républicaines de liberté, de tolérance, de respect mutuel et de vivre ensemble. ●

## « Asile ! C'est un droit ! »

**Appel unitaire \* du 7 septembre 2015 pour un rassemblement le lendemain, 18h30, place de la République à Paris.**

Nous, citoyennes et citoyens d'Europe, sommes de la même humanité que ces femmes, ces hommes et ces enfants qui fuient la guerre et la misère pour ne pas mourir. Comme eux, nous avons des enfants, nous travaillons, nous aspirons au bonheur et nous savons les efforts nécessaires pour construire nos vies dans un monde où la loi du plus fort est toujours en vigueur. Le sort que l'Europe leur réserve, celle qui a connu tant de guerres, qui a envoyé tant de réfugiés sur les routes, nous révolte. L'Europe ne peut proclamer que ses valeurs reposent sur les droits de l'Homme et traiter ces réfugiés comme des envahisseurs, compatir à leur sort et faire si peu, se les rejeter comme des marchandises illégales. Or, force est de constater que même la directive sur l'afflux massif de réfugiés, bien loin de ce qu'exige la situation dramatique actuelle,

n'a pas été mise en œuvre. Le destin de ces réfugiés, de ces migrants, c'est notre destin et notre avenir. En niant leur droit à l'asile, c'est notre propre avenir que nous mettons en péril tant nous aurons, tôt ou tard, à rendre compte de notre aveuglement et de celui de nombre de nos gouvernants. Déjà en partie responsable des événements qui poussent sur les routes de l'exil tant de personnes, que restera-t-il de la crédibilité de l'Europe et de la France, si nous refusons de les accueillir ? Nous n'admettons pas, en tant que citoyens européens et français, le déni d'humanité qui est en train de se produire. En France, nous exigeons du gouvernement qu'il appuie sans équivoque un accueil de ces réfugiés dans tous les pays de l'Union européenne. Nous lui demandons de prendre toute sa part, ici en France, de cet accueil, et donc d'accroître

considérablement les moyens mis en œuvre. Nous appelons toute la société civile à se mobiliser pour appuyer cette exigence et pour apporter l'aide et l'assistance nécessaires.

Nous appelons tous les hommes et femmes de bonne volonté à combattre ces discours indignes qui refusent à ces hommes, ces femmes et ces enfants leurs droits élémentaires d'êtres humains. Ensemble, nous demandons :

- que tous les réfugiés soient accueillis dans des conditions respectueuses de leur dignité ;
- une suspension des accords de Dublin et leur révision ;
- l'organisation d'un grand débat public sur la question des réfugiés.

Ensemble, nous pouvons faire que l'intolérable cesse. ●

\* Organisations signataires : Acat, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association des Tunisiens en France (ATF), Attac, Cedetim/Ipam, CGT, Collectif 3C, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme et Tunisie (CRLDHT), Confédération syndicale des familles (CSF), Fédération nationale des Mains des potes, FSU, LDH, Licra, Mrap, Organisation de femmes égalité, SNJ-CGT, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Union nationale lycéenne (UNL), Unef, Union syndicale Solidaires.